



SERVICE DE PRESSE

Bruxelles, le mardi 18 juillet 2023

Déclaration conjointe de la France, du Brésil, de la Colombie, de l'Argentine, du Venezuela et du Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité relative à la situation au Venezuela.

En marge du troisième sommet des dirigeants de l'Union européenne et de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC), le Président de la République M. Emmanuel MACRON, le Président de la République fédérative du Brésil M. Luiz Inacio LULA DA SILVA, le Président de la République de Colombie M. Gustavo PETRO, le Président de la République argentine M. Alberto FERNANDEZ et le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité M. Josep BORRELL se sont réunis avec la vice-présidente du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela Mme Delcy RODRIGUEZ et le négociateur en chef de la Plateforme unitaire de l'opposition vénézuélienne M. Gerardo BLYDE. Cette initiative faisait suite à la discussion sur la situation au Venezuela organisée par le Président de la République lors du Forum de Paris sur la Paix en novembre 2022.

Les présidents argentin, brésilien et colombien et le haut représentant ont exprimé leur solidarité avec les pays d'accueil de ressortissants vénézuéliens qui ont quitté le pays. Ils ont salué la signature à Mexico d'un accord social inter-vénézuélien le 26 novembre 2022 et appelé à sa mise en œuvre effective dès que possible, au profit du peuple vénézuélien.

Les chefs d'Etat et le Haut représentant ont encouragé le gouvernement vénézuélien et la plateforme unitaire d'opposition à reprendre le dialogue et la négociation dans le cadre du processus de Mexico afin d'agrèer, entre autres points de l'agenda, les conditions des prochaines élections. Ils ont appelé à une négociation politique débouchant sur l'organisation d'élections équitables pour tous, transparentes et inclusives, permettant la participation de tous ceux qui le souhaitent conformément à la loi et les traités internationaux en vigueur, avec accompagnement international. Ce processus doit s'accompagner d'une levée des sanctions de toute nature, en vue de leur levée complète.

Les chefs d'Etat et le Haut représentant sont convenus que la relance des relations entre l'UE et la CELAC représente une opportunité d'œuvrer ensemble à la résolution de la situation vénézuélienne. Ils ont proposé que les participants à la réunion continuent à dialoguer dans le cadre des initiatives établies et puissent faire à nouveau le point lors du Forum de Paris sur la Paix du 11 novembre 2023.